

Madame la ministre,

M'adressant à vous, c'est également à vos prédécesseurs et à vos successeurs que je pense, mais aussi à toutes les personnes se sentant concernées par l'Éducation Nationale. Je ne suis qu'un simple professeur des écoles en fin de carrière qui s'est passionné pour son métier de longues années durant. Bien que syndiqué, je n'écris qu'en mon nom propre et ne suis porteur d'aucune revendication autre que celles qui se sont imposées à moi au fil de ma carrière et que je radote à chaque conversation que j'ai avec mes collègues, mes amis, ma famille... Encore une précision : si mon discours semble plein de certitudes, je reste dans le doute, comme tout pédagogue qui se respecte, à la recherche du mieux pour ceux qui m'entourent, toujours prêt à évoluer, à remettre en cause ce que je croyais établi de manière définitive. Dans ma présentation de début d'année aux parents d'élèves, j'ai toujours dit que je livrais mes convictions, fruits de mon expérience, de mes rencontres et de mes apprentissages, et que chacun les confronterais aux siennes pour affiner ses principes éducatifs et être clairs dans ses relations avec ses enfants. C'est aussi l'esprit de cette lettre : vous faire part de mes vérités, dans l'absolu. L'Éducation Nationale est bien souvent sur la sellette et trop souvent, j'entends des propos qui ne correspondent pas à la réalité que je vis sur le terrain, que je partage avec mes collègues. C'est pourquoi j'ai souvent eu envie de vous écrire une de ces lettres que je ne poste jamais mais qui ont le mérite de m'aider à clarifier ma pensée et aussi de soulager ma pauvre tête dans laquelle tournent et tournent tant de choses que chacune d'entre elles a l'impression d'être un banlieusard prenant le métro à une heure de pointe. Me délester de quelques pensées, c'est comme partir quelques jours en ermitage pour me couper de la course vaine au milieu du tohu-bohu constant de notre monde moderne. Et disant cela, je réalise que j'ai pourtant le privilège d'être un vrai provincial vivant en zone rurale.

Pourquoi donc vous adresser ces quelques lignes au delà de la raison relevant de l'hygiène personnelle évoquée plus haut et pourquoi choisir ce moment succédant à ceux difficiles vécus par notre pays lors des récents attentats ? Il y a bien un lien entre ces derniers et mon propos. J'ai déjà brièvement évoqué dans un autre texte l'état de notre monde carcéral qui connaît entassement, promiscuité, violence et qui favorise l'émergence d'un certain fondamentalisme religieux, voire la constitution de nouvelles bandes organisées, alors qu'à l'origine, le régime pénitentiaire devait permettre d'une part de payer sa dette, d'autre part de repartir du bon pied dans la société. Il me semble donc, qu'il est urgent de redéfinir les missions des prisons mais également de leur donner les moyens de les accomplir. Vous me direz que ceci, mis à part l'intérêt personnel que vous pouvez porter à l'évolution de la société, ne vous concerne pas mais est du ressort de votre confrère, madame le garde des sceaux. Je pense que celle-ci apprécierait grandement de voir la population carcérale diminuer et cela me paraît bien du domaine de votre compétence.

En effet, qu'y-a-t-il de plus redoutable que l'éducation pour enrayer la délinquance ? Encore faut-

il savoir de quels moyens celle-ci dispose. Et quand je parle de moyens, je ne parle pas uniquement de moyens financiers, même si ceux-ci sont indispensables.

Je vais d'abord vous dire dans quels domaines, à mon avis, l'investissement d'argent est nécessaire :

– La formation initiale et continue des enseignants : Alors que de toute part, on ne cesse de louer les vertus de la formation, pendant quelques années celle des enseignants a tout simplement été abandonnée. *[A ce sujet, j'ai souvent eu l'occasion de prendre l'exemple des infirmiers : imagine-t-on l'un de ces professionnels de la santé, faire 5 ans d'études théoriques en biologie par exemple, passer ensuite un concours et se retrouver du jour au lendemain une seringue à la main, accueillant le patient d'un sympathique : « Bonjour monsieur, je viens de finir mes études et je suis heureux de vous apprendre que je vais pratiquer sur vous ma première prise de sang. Mais rassurez-vous, j'ai bien regardé comment faire sur internet hier soir et tout devrait bien aller. D'autant que j'ai fait un stage à la cafétéria d'une clinique où mes confrères me donnaient des conseils. » C'est exactement ce qui se passait pour les enseignants, et se passe encore actuellement pour les stagiaires en master qui se préparent au concours et sont en fonction à mi-temps dans des classes, sauf que bien entendu, ils ne se présentent pas comme novices et essayent de prendre l'attitude du professionnel aguerri, tout en tremblant au fond d'eux-mêmes, ce qui ne leurre pas leur public, lequel ne manque pas de leur faire savoir, pire, de leur faire payer au prix fort, celui de l'usure mentale qui s'ajoute à la fatigue physique de toute personne qui a peu (car il faut préparer) et mal (car c'est inquiétant) dormi.]*

Je sais que vous avez remis la formation en route, mais cependant, il ne me semble pas que ce soit de la meilleure manière. En effet, plutôt que de délivrer un diplôme universitaire validant plusieurs années pour déboucher sur un master certes professionnalisant, pourquoi ne pas créer dès la sortie du bac une filière, qui à l'instar des Écoles Normales d'instituteurs avaient pour vocation de former des professionnels de l'enseignement. On gagnerait du temps et l'on pourrait vraiment faire une formation qualifiante en alternant stages en situation pour bien ancrer les apprentissages dans la réalité du terrain et les situations d'apprenant comme tout autre étudiant. Il faudrait y enseigner la psychologie, l'histoire de la pédagogie et ses différentes écoles, la maîtrise des techniques modernes de communication (informatique, vidéo...), remettre à plat les connaissances fondamentales dans un but didactique, la connaissance des textes de loi et sans doute les éléments nécessaires à comprendre le monde qui nous entoure comme les notions de base de l'économie, de la politique, des religions, sans oublier de travailler sur des pratiques quotidiennes des enseignants (les écrits institutionnels, le matériel scolaire, le rapport avec les parents, les professionnels partenaires et les structures publiques partenaires, l'organisation d'une classe, la mise en place d'un emploi du temps...).

C'est un peu ce que font les finlandais dont on nous loue si fréquemment la réussite en France. Cinq ans de formation ce n'est pas de trop. (Notons qu'ils en ont profité pour faire quelques économies en

supprimant le corps des inspecteurs!) Il reste à définir à quel moment se fera la différenciation entre enseignants du premier degré pluridisciplinaire et enseignants du second degré plus spécialisés dans une ou deux matières. Le rapport de l'OCDE sur l'éducation montre que les pays les plus performants aux évaluations sont ceux qui consacrent des moyens à la formation de leurs enseignants.

– Le salaire des enseignants : Là encore, le rapport de l'OCDE est instructif. Les salaires des enseignants français sont en dessous de la moyenne mais surtout, il montre qu'il y a lien entre le salaire des enseignants et la réussite des élèves. Ceci relève d'une certaine logique : les étudiants, à niveau d'étude équivalent, choisiront les professions les plus rémunératrices, et l'enseignement, faisant figure de parent pauvre, ne sera pas le premier choix. (Au-delà de l'aspect financier, nous verrons un peu plus loin que les d'autres éléments de notre profession sont des obstacles aux vocations.) Dans une société où l'argent est roi et confère une certaine aura à qui peut en faire étalage, il est sûr que l'enseignement ne fait pas rêver grand monde. [*Petite anecdote : imagine-t-on actuellement un fils de prof des écoles (c'était si beau instituteur et institutrice) raconter son enfance comme le fit Marcel Pagnol et narrer l'achat du cabanon : le père, instituteur, était le seul à avoir une profession rémunérée, il prélevait chaque mois une certaine somme qu'il économisait puis confiait le reste de son salaire à son épouse pour faire tourner le ménage. Or, maman Pagnol réussissait encore à mettre régulièrement une certaine somme de côté. Au bout de quelques temps, ils purent acheter le cabanon, bien sûr sans crédit ! Peut-on seulement imaginer de voir un enseignant travailler seul pour faire vivre une famille de 4 personnes (et je ne n'envisage même pas l'achat d'une maison sans passer par la case emprunt) ?]*

– Le nombre d'élèves par classes : Diminuer le nombre d'élèves par classe permet une meilleure prise en charge de chacun, ce qui est aussi possible en augmentant le nombre d'enseignants dans l'école. Dans ces deux cas, la quantité de personnel augmente et cela a un coût, comme l'augmentation des salaires ou une formation de qualité, mais il faut faire un choix sur ce que veut la nation pour son avenir. Quoi qu'il se passe, nous sommes dans l'impasse pour quelques années car il faudra du temps pour qu'une réforme porte ses fruits, quasiment une génération, vraisemblablement 20 ans, soit le temps raisonnable pour qu'une loi d'orientation porte ses effets. Dans un contexte économique difficile, c'est une décision que chaque gouvernement a repoussé, laissant au suivant le soin de la prendre et repoussant toujours les échéances, c'est la jeunesse qui en a fait les frais. Oh bien sûr, pas toute, mais surtout celle des milieux défavorisés, des couches sociales miséreuses ou flirtant avec le seuil de pauvreté, celui qui me paraît déjà bien en deçà de ce qui est nécessaire pour vivre ! Cette frange de la population de plus en plus nombreuse n'a que rarement l'éducation pour priorité. (Malgré mon ton péremptoire, je me garderai de toute généralisation : il y a dans tout milieu des exceptions à la règle, mais je crois qu'il est important de prendre en compte les masses les plus importantes pour aborder les problèmes, en s'appuyant d'ailleurs dès que possible sur les minorités qui réussissent). La nécessité est ailleurs : se nourrir, se loger, se vêtir ! La stimulation intellectuelle existe peu, le langage se simplifie à l'extrême, les enfants se débrouillent comme ils peuvent avec des préoccupations d'adultes et mettent en place d'autres stratégies pour s'insérer. Même s'ils viennent à l'école, celle-ci n'est pas

parlante pour eux, ils s'y ennuiant, sont distraits, rêveurs ou endormis, en tous cas peu disponibles pour les apprentissages. Ils forment une caste à part dans l'école, que l'enseignant doit prendre en compte, le plus souvent mal, car justement, il est coincé entre ce qu'il aimerait faire et ce qu'il doit faire, entre le temps de mettre en place une relation, des activités spécifiques pas vraiment scolaires au début et des programmes aberrants (nous y reviendrons). Le défi actuel est de faire cohabiter dans un même lieu des enfants plus cultivés que jamais grâce aux médias, à internet, aux livres de jeunesse, etc... pour peu qu'ils soient accompagnés par leur entourage, et à l'opposé, ces enfants qui maîtrisent mal la langue, les connexions logiques, le temps et l'espace, les codes sociaux. Les premiers font feu de tout bois, anticipent les apprentissages, avancent à toute allure quand les seconds freinent des quatre fers et se perdent à la moindre question. Et entre ces deux extrêmes, il y a bien sûr tout un échantillonnage qui répondant à la courbe de Gauss, trouve sa plus grosse population dans le groupe des moyens, qui de fait vont régir le rythme des apprentissages, trop lent pour les premiers qui finissent par s'ennuyer et trop rapide pour les seconds, qui s'ennuient encore plus vite, l'enseignant adaptant tant bien que mal pour les uns et les autres le cœur de son cours. L'ennui va favoriser le bruit, les digressions et l'attention générale sera encore moins bonne. J'en profite pour rappeler que le passage à un niveau bac + 5 pour devenir enseignant a cessé de faire fonctionner l'ascenseur social et les fils d'ouvriers et de petits agriculteurs (s'il en est encore!) n'ont quasiment aucune chance de devenir enseignants : les études sont trop longues et trop chères, les bourses trop faibles. La troisième république en créant les Écoles Normales d'Instituteurs avait fait le choix de permettre à des enfants issus du peuple de s'élever dans la société (car être enseignant à l'époque était quelque chose de fort), en prenant en charge financièrement leurs études. En échange, elle a obtenu des générations de maîtres totalement engagés dans une tâche au service de la nation. Venant du peuple, ils étaient à même de comprendre les enfants du peuple et d'être compris par eux. Comment un fils de bourgeois peut-il comprendre et se faire comprendre d'un enfant des quartiers ? Qu'ont-ils en commun si ce n'est la salle de classe et la cour de récré, dont chacun à une définition et un usage bien différent ? En tout cas pas le langage qui permet de se comprendre ! *[Petit aparté sur l'université : j'ai quand même l'impression d'un certain gaspillage : année courte, études chères pour les familles (transport, logement, matériel...) et quasiment deux fois moins d'heures travail hebdomadaire que dans une classe préparatoire. Il me semble qu'on pourrait faire des économies de masse en effectuant les trois premières actuelles en deux seulement, ce qui permettrait aux familles de réduire un peu les sacrifices financiers.]*

Réduire les effectifs de maternelle est pour moi un objectif prioritaire. C'est dans leurs premières années scolaires que les enfants appréhendent l'école et il est urgent de comprendre que ces premières impressions vont déterminer la suite de leur scolarité. Il faut respecter un certain espace vital, développer des attitudes d'apprentissage qui serviront tout au long de la vie : attention, curiosité, confiance dans l'adulte et dans ses pairs, et surtout, développement du langage (par le jeu) pour comprendre et être compris ! Au lieu de réunir jusqu'à 34 enfants par classe en maternelle (je sais bien que la moyenne nationale annoncé se situe entre 25 et 26, mais celle-ci dépend largement d'une ruralité qui baisse les moyennes), il vaudrait mieux en accueillir une quinzaine avec un temps réduit correspondant mieux à leur

capacité de vie communautaire et leur délivrer un langage et des postures favorisant leur socialisation et leurs apprentissages. Ceci fait le liens avec :

– Les rythmes scolaires : Pour finir sur la maternelle, est-il normal qu'un enfant de 3 ans ait le même nombre d'heures de classe qu'un élève de CM2 et plus qu'un étudiant en fac ? Qu'apporte une coupure de 2 mois pendant l'été ? Ce sont là deux questions parmi tant d'autres qui sont pour moi révélatrices d'une grande incohérence. Un temps plus court pour les maternelles permettrait à un enseignant de prendre en charge plusieurs groupes dans la journée, ou alors, lui permettrait d'apporter de l'aide à certains moments dans les classes primaires, sous forme d'ateliers ou de soutien, dans ou hors de la classe, le tout permettant une meilleure prise en compte de l'hétérogénéité de la population scolaire. On pourrait aussi imaginer de libérer le mercredi pour les plus jeunes et permettre un redéploiement des prof des écoles sur les autres niveaux (groupes, soutien, ateliers artistiques ou autres...)

Le retour à une semaine de 9 demi journées est, à mon avis, une bonne décision. Mieux répartir dans le temps les apprentissages, c'est donner un rythme à ceux-ci et à l'apprenant, c'est maintenir des habitudes et des rituels indispensables au bon fonctionnement neurologique. Ce que je regrette, c'est que la question des rythmes n'ait pas été abordée d'une manière générale, à savoir, répartition des temps scolaires dans la journée, dans la semaine et dans l'année. Ne prendre que la dimension quotidienne et hebdomadaire, c'est négliger l'important problème de la grande coupure d'été. Je sais que c'est une période où il fait chaud, que les écoles ne sont pas souvent climatisées, je sais que les enseignants tiennent à leurs congés mais cela ne saurait nous faire oublier que la principale raison d'être de l'Éducation Nationale, c'est d'aider les jeunes à grandir en leur apportant des compétences pour vivre ensemble, connaître notre monde, le réfléchir... bref répondre aux trois classiques savoirs fondamentaux : savoir, savoir être et savoir faire. Une coupure de 2 mois (je sais : un peu moins maintenant puisqu'on finit généralement début juillet, pour reprendre début septembre), répond-elle à une quelconque nécessité ? Je ne crois pas. Par expérience, j'ai pu constater de manière empirique, que si les vacances courtes sont nécessaires, permettant entre autres de fixer des acquisitions, les congés d'été sont une cassure dans les apprentissages et que certains élèves reviennent en septembre en ayant largement oublié, faute de pratique, ce qu'ils avaient acquis précédemment. Alors pourquoi ne pas adopter des horaires quotidiens plus courts, maintenir des coupures régulières de 2 semaines et raccourcir les vacances d'été ? Autre alternative possible, modifier les horaires en fonction des périodes : commencer plus tôt en été pour profiter de la fraîcheur et commencer plus tard en hiver : en somme, retrouver le rythme de certains de nos cousins, les animaux !

Je sais, le véritable problème, c'est que les parents travaillent et que le rythme des parents ne correspondrait pas à celui des enfants et qu'il faudrait mettre en place des systèmes de garde qui coûteront encore plus d'argent... Oui, le véritable problème, c'est qu'il faudrait aborder en même temps les rythmes de vie des familles. Je suis sûr qu'en unissant toutes les intelligences, qu'en réfléchissant vraiment, il est possible de trouver des alternatives suivant les périodes de la vie des gens (ayant des enfants ou non, suivant l'âge de ceux-ci, lieu de vie, lieu et conditions de travail, possibilité ou non d'aménagement d'horaires...).

Beaucoup de travaux peuvent se faire à des horaires différents, beaucoup de familles pourraient s'organiser différemment pour que l'un des membres s'occupe des enfants pendant que l'autre travaille. Si l'on veut penser en terme d'économie, il faut penser aussi en terme de bien être car les deux sont intimement liés à long terme. Maintenons les familles dans un rythme ne permettant pas le lien et nous ferons des enfants moins épanouis, moins disponibles pour les apprentissages, plus sujets à l'échec qui coûte cher à la société faut-il le rappeler, mais nous accroîtrons aussi le coût de formations dans le futur pour compenser ce qui a mal été fait précédemment, nous augmenteront le déficit de la Sécurité Sociale car ce mode de vie est anxiogène, et aussi augmenteront le nombre d'affaires de délinquances engorgeant la justice et les prisons... Bref, nous avons tout à gagner à chercher à organiser la société pour le bien des familles, ce qui n'empêchera cependant pas, de leur demander des efforts d'adaptation : à nous de savoir où fixer les limites, mais je crois profondément que nous les avons actuellement dépassées. Est-il normal qu'un enfant puisse arriver à la garderie dès 7 heures le matin et vive en collectivité jusqu'à 18 ou 18h30 le soir ?

Je vais maintenant vous donner mon avis sur les évolutions qui me paraissent nécessaires pour améliorer l'efficacité de l'école sans un apport particulier de nouveaux financements :

– La reconnaissance du professionnalisme des enseignants : Responsabiliser les parents est une chose nécessaire par contre, l'enseignement est bien l'affaire de professionnels comme l'est la plomberie, l'électricité ou la médecine. *[S' imagine-t-on médecin et donner des conseils de soudure ou de branchement aux artisans qui construisent notre maison ou à l'inverse, être plombier et signifier à un médecin quels examens ou quelle opération nous devons subir ? Je ne pense pas. Mais, comme le dit un de mes collègues, nous pratiquons un métier tellement simple que tout le monde peut sans problème nous donner son avis et critiquer notre travail sans vraiment connaître nos pratiques. Je me souviens d'une orthophoniste commentant dans le bilan individuel d'un élève ma méthode d'apprentissage de la lecture au CP sans même la connaître. Cette personne, sans aucun doute éminemment compétente dans son domaine, avançait cependant certains éléments qu'elle supposait mais qui ne correspondait en rien à ma pratique.]* Je déduis de cette anecdote que l'on peut très bien connaître un domaine et pourtant se tromper quand on est mal renseigné. Alors, quand tout à chacun veut donner des leçons à un professionnel, c'est bel et bien que celui-ci n'est plus reconnu et respecté comme tel. Alors, tous les débordements sont possibles. Qu'est-ce qui pourra ramener le respect que nos parents avaient pour les enseignants ? Je crois vraiment qu'un large consensus national sur la confiance à accorder aux professionnels est nécessaire, entre autres en ce qui concerne l'évaluation et l'orientation des élèves (et cela passe par une formation reconnue et aussi un salaire confirmant une qualification). Comme tout est en connexion, nous verrons dans les paragraphes suivants que la définition des programmes, la pratique de la notation ou du redoublement, participe aussi de la reconnaissance du professionnalisme.

– La modification des programmes : Pas tout à fait gratuite, car le coût de nouveaux manuels

est bien réel, c'est pourtant une nécessité absolue dans les plus brefs délais. Les programmes de 2008 ont rapidement succédé, sans avoir obtenu un large consensus, à ceux de 2002, certes moins ambitieux mais beaucoup plus réalistes. Or, c'est bien le problème actuel. Au fil des ans, on a assigné à l'école de nouvelles missions comme l'apprentissage de l'informatique, d'une langue vivante dès l'élémentaire, de la prévention des risques et des addictions, de l'histoire des arts, tout en diminuant la présence hebdomadaire à l'école de 3 heures et en augmentant les exigences en français, en maths et en éducation civique. Comment faire, sachant que le public scolaire n'a plus du tout les mêmes comportements qu'il y a 40 ans ? J'ai commencé ma carrière dans un quartier peu avantagé socialement et je vais finir dans un autre lieu du même type. Les enfants d'aujourd'hui sont plus remuants, moins disciplinés et cela ne tient pas seulement à l'école (je ne nie pas toute responsabilité), mais bien plutôt à mon avis, à des conditions de vie différentes. Le temps s'est accéléré, comme la vitesse de la diffusion de l'information et de la communication. Les jeux ne sont plus les mêmes, la nourriture n'est plus la même, l'air que nous respirons n'est plus le même (sans bien toujours savoir ce que nous avalons)... Et dans nos écoles, nous essayons tant bien que mal de répondre aux demandes souvent contradictoires de l'institution, des parents et des besoins des enfants, sans oublier que chaque enseignant, petit humain réfléchissant y ajoute ses propres conceptions et convictions venues de son enfance, de ses rencontres et de son expérience. Une chose est sûre, les programmes de 2008 ne sont pas conçus pour l'ensemble de la population scolaire, mais pour une minorité répondant aux critères de l'enfant idéal rêvé par quelques élites qui modèlent leur progéniture afin que celle-ci les remplace un jour.

Les programmes sont trop lourds et en français par exemple ne correspondent plus vraiment à la réalité de la langue. Elle est belle, je l'aime et la pratique, mais il faut bien reconnaître que sa complexité est un véritable problème pour nombre de nos élèves. *[Je me souviens de mon arrivée en SEGPA, suivant les conseils d'une collègue, me lançant dans une aventure Molière avec les 4èmes : D'abord, traduire en français plus moderne, lire, montrer une vidéo avant de faire lire et de nous lancer dans quelques observations plus fines... Alors que la littérature moderne pour la jeunesse est si riche, pourquoi vouloir à tout prix imposer à tous la même culture et pourquoi ne pas d'abord aborder des thèmes proches de la vie actuelle ? Pourquoi ne pas faire un détour dans la culture actuelle pour arriver plus tard à aborder la littérature classique, pourquoi ne pas plus utiliser d'autres supports ? Je pense bien sûr aux Misérables de Victor Hugo avec la même classe. Quelle difficulté pour lire l'arrivée de Jean Valjean à Digne, pour relever les indices, pour approfondir le vocabulaire, et puis, à la fin du cycle, j'ai proposé de regarder le film de Robert Hossein avec Jean Valjean et pour la première fois, quand la sonnerie a retenti, les élèves sont restés assis et ont demandé à voir la fin : Nous les amènerons, ces gamins-là, à la langue et à notre culture historique en les prenant à rebours, par ce qui les séduit et je rejoins ici Daniel Pénac dans « Comme un roman ». A un autre niveau, lors de l'apprentissage de la lecture, voyons le son è qui peut s'écrire è, ë ou ê, ai ou ei, (qui a d'autres moments se liront ain ou ein), e (qui se lira e dans petit ou ne se lira pas du tout dans roue ou servira à faire entendre le t dans route sans qu'on le prononce pour autant) ou et à la fin de certains mots, sans oublier ais, ait, aient ou encore ès, ets.... Le choix de son orthographe dépend souvent de sa racine, des usages en vigueur, des lois grammaticales, sans oublier le problème des accents locaux qui*

font que si certains prononcent « è », d'autres disent « é », que certains élèves entendront l'un à l'école et l'autre à la maison, entraînant donc la confusion à l'écriture avec le é ! Mais tout devient encore plus difficile avec des élèves d'origines étrangères maîtrisant mal notre langue, avec un vocabulaire restreint (et ce n'est malheureusement pas leur apanage). Et pourtant, nous voulons que tous apprennent à lire dans le même temps ! Résultat, l'apprentissage de la lecture du français est vraiment difficile par rapport à celui d'autres langues simples dans lesquelles chaque son a une graphie et réciproquement.]. Or, tout passe par la langue, alors soit on veut développer sa connaissance et on y met les moyens, en mettant un peu de côté d'autres acquisitions, soit on allège le programme en se concentrant sur la lecture et les notions simples de grammaire et de conjugaison qui permettront la compréhension de notre langue et un écrit acceptable. Dans tous les cas, on n'échappera pas à un bain de langage accru en maternelle, en restreignant les groupes (je me répète : en multipliant les enseignants ou en réduisant les effectifs, ou en cherchant une organisation différente comme la scolarisation à mi-temps des jeunes enfants permettant la prise en charge de 2 groupes par le même enseignant dans une journée).

Enfin, il nous faudra trouver une cohérence entre programmes et compétences, ce qui n'est pas encore le cas aujourd'hui. Il faudra choisir entre livret de compétences et bulletin de notes, entre évaluations formatives et évaluations somatives. J'amène mon grain de sel dans un débat à la mode : faut-il supprimer les notes ? Ce n'est pas la question de fond, en fait, mais une sous-question qui dépend du type d'école que nous voulons. Il faudra bien arrêter d'aller chercher des petits bouts de recettes dans les pays qui obtiennent de meilleurs résultats que nous à PISA, en sortant chacun d'entre eux de leur contexte et réfléchir à ce que nous voulons pour l'avenir. (C'est la même chose pour la fameuse question du redoublement, j'en dirai quelques mots un peu plus loin). Notre école fonctionne avec la nécessité de résultats. Impossible d'aller en 6ème si on ne transmet pas un dossier avec des moyennes. Impossible d'obtenir le brevet des collèges si on n'a pas compiler les notes de l'année plus celles de l'examen. Ne parlons pas du bac. Notre système est rigide et les attendus à chaque niveau sont tels, les programmes tellement lourds et les soutiens tellement restreints que l'élève qui décroche à un moment dans sa scolarité, devra son salut à quelques données aléatoires : son enseignant peut-il lui consacrer du temps très rapidement ou alors est-il déjà débordé par les difficultés d'autres élèves ? Les membres du RASED interviennent-ils dans son école et répond-il aux critères de priorité définis au niveau de l'IEN (niveau de cycle, âge...) ? Ces difficultés sont-elles passagères ou résultent-elles d'un contexte globalement difficile ? Sa famille sera-t-elle un point d'appui et se sent-elle concernée par la scolarité de son enfant ? A l'ensemble de ces questions, une réponse, jamais la même (même au même endroit et pour une situation semblant très proche), sera donnée qui permettra à l'élève de se remettre en route ou alors de se sentir un peu plus seul dans cette école qui devrait être commune. On peut mettre des notes sans être vraiment stressant si l'ensemble des partenaires n'y accorde pas une importance extrême et ne fait donc pas une fixation dessus, et l'on peut ne pas mettre de note et être très stressant quand même. De fait, aucun apprentissage ne peut se faire sans évaluation pour savoir où en est l'apprenant, pour fixer la suite des acquisitions. Ensuite, il faut déterminer si nous voulons associer l'apprenti à sa progression, lui faire prendre conscience du chemin qu'il a déjà parcouru et de celui qui lui reste à parcourir. Cela ne

ne passe pas fatalement par une note mais par une discussion. Le problème de la note, c'est qu'elle peut être sèche, sans véritable échange entre le prof et l'élève, et c'est dans ce cas là qu'elle est normative et stressante. *[Je ferai un parallèle avec le sport : On peut se donner à fond pendant une compétition et perdre, soit parce qu'on fait des erreurs, soit parce que l'adversaire était meilleur. A la fin, il y a de la déception tout à fait compréhensible. Un bon entraîneur va faire l'analyse du match, dire ce qui a été réussi et ce qui a été manqué, fixer les objectifs des entraînements suivants, encourager pour la suite, et parfois piquer une bonne colère. Il soulignera que la défaite fait partie du sport, qu'elle permet de progresser, de se remotiver... Ensuite, les parents ou l'entourage du sportif lui feront des commentaires mais jamais ne remettront en cause leur amour ou leur affection pour lui.]* Ainsi des notes : le prof va faire l'analyse de l'évaluation et les parents apporter leur soutien indéfectible à leurs enfants. Dans ces conditions le stress sera réduit.

Il en va de même donc pour le redoublement, avec des statistiques qu'on nous assène sans même réfléchir à l'énormité de ce qu'on nous avance, à savoir, « un élève qui a redoublé son CP sera un élève en difficulté en CM2 » ! C'est statistique ! Mais bon sang, réfléchissez, s'il n'avait pas redoublé, avec le système français, ce n'est pas en difficulté qu'il serait au CM2, mais en échec complet ! Il faudra bien admettre un jour que tous les enfants n'ont pas les mêmes capacités intellectuelles, mais chez nous, on fait comme si tout le monde était fait sur le même moule et on développe l'histoire de l'art alors que nous n'avons même plus le temps de faire des dessins libres, sauf pour celui qui a fini avant les autres. Nous sommes pour le tout intellectuel alors que pour certains, c'est la musique ou le travail manuel ou le sport qui les révélera à eux-même et aux autres. Et beaucoup d'enseignants en sont bien conscients, mais tous obéissent à ce diktat de nos élites, qui ne se rendent pas compte de ce qu'est une classe, une vraie, une normale, car ils ont fait leur scolarité (et leurs enfants aussi) dans une école bourgeoise de bon quartier, privée de préférence. Si on veut supprimer les redoublements, il faut s'attacher à valoriser les compétences diverses, prendre en compte les difficultés au plus tôt, et, arrêter de vouloir que toute une classe d'âge apprenne au même rythme, celui décidé par nos élites. *[J'ai proposé à des parents de faire redoubler des élèves en CP, toujours après un certain nombre de rencontres avec les parents, toujours en expliquant pourquoi je pensais que c'était préférable, toujours en discutant avec les élèves eux-mêmes et à l'arrivée, je ne regrette aucun d'eux et je n'ai pas vu de famille qui les regrette. Nous avons à chaque fois fait un pari, pris un risque, mais à chaque fois, nous avons des indicateurs assez sûrs : pas de déchiffrement en lecture et pas une numération bien installée en maths, un certain manque de maturité aussi. Pour être honnête, la plupart du temps, un maintien précoce en maternelle aurait été profitable, mais on n'avait pas voulu stigmatiser le jeune enfant.]*

Je ne saurais finir cette partie sans aborder l'Éducation Civique (ou Instruction Civique plus autoritaire et sûrement moins efficace). Chaque fois qu'un problème survient en banlieue, votre première réaction, femmes et hommes politiques, est d'annoncer un grand plan dans ce domaine, avec de nouveaux programmes et un horaire accru, sans oublier la transversalité et la production de documents pour aider les enseignants. C'est exactement ce qui nous a été une nouvelle fois énoncé à la suite des récents attentats, dans la version laïcité, cette fois-ci. Certes n'ai-je pas un regard sur l'ensemble des pratiques hexagonales, mais je peux dire que dans mon secteur rural, les écoles du premier degré n'ont jamais cessé de travailler sur la

citoyenneté et sur les fondements de notre république, liberté, égalité et fraternité, même si ces dernières années il est devenu de plus en plus difficile de parler d'égalité et de fraternité en regardant ce qui se passe autour de nous, nous avons tenu bon dans notre mission. Personnellement, même dans mes moments de doute, mon discours n'a jamais changé, ni envers les enfants ni envers leurs parents sur ces piliers de l'éducation. Plus important, pour garder toute crédibilité, j'ai essayé de vivre cette honnêteté, ce respect de chacun au jour le jour : donner la parole, l'écouter, régler les conflits avec mesure et justice, punir quand il le fallait, être bienveillant à d'autres moments, désamorcer les conflits parfois par l'humour et d'autres par la sévérité ou une grosse colère, mais toujours en essayant de garder contact et reconnaissance de l'autre (je dis bien essayer, car certains jours, au limite de la fatigue ou de la patience, je ne suis pas certain d'y parvenir vraiment. [*Petite anecdote : Je me souviens de ma classe de perf composée approximativement d'un tiers de gamins issus de vieilles familles de souche, d'un tiers d'enfants issus de l'immigration (principalement Maghreb et Turquie et d'un dernier tiers de mômes de gens du voyage semi-sédentarisés. Vous n'êtes pas sans ignorer que les rapports entre ces communautés ne sont pas toujours faciles. Or, ces gamins que tout aurait pu séparer sont devenus une famille et 25 ans après, ils me donnent des nouvelles les uns des autres lorsque je les croise. Ce qui a marché, c'est de les traiter tous strictement de la même manière, avec les mêmes exigences, les mêmes règles, les mêmes droits et les mêmes devoirs.*]) La tolérance s'apprend en vivant ensemble, en se connaissant et en se reconnaissant, en n'ayant pas honte d'être ce que nous sommes, en dialoguant, en justifiant nos interdits aussi. Notre école n'est pas ségrégationniste, c'est la répartition de la population qui l'est, par l'emploi, par l'argent.

La laïcité, ce n'est pas interdire l'école à des filles portant le foulard ou une croix, c'est au contraire les accueillir et montrer que l'important n'est pas dans les apparences, que nous n'avons pas à juger ce que chacun pense, mais que nous devons essayer de le comprendre, de s'enrichir les uns les autres. L'exclusion, c'est répondre à une provocation par une autre provocation, c'est entrer dans un engrenage sans fin, un bras de fer qui ne fera qu'empirer jusqu'au point de rupture. C'est pourquoi le rôle de l'état n'est pas d'exclure mais d'inclure. C'est pourquoi aussi un état laïc ne devrait financer aucune école religieuse (et quand je dis état, je dis région, département ou municipalité). La laïcité, c'est le respect de la pensée de chacun, ce qui sous-entend que chacun peut exprimer ses idées à condition qu'elles respectent la loi et les autres, qu'elles ne débouchent pas sur un rapport de force et de violence pour embrigader l'autre.

– L'adaptation nécessaire de l'école à son environnement : Nous comprenons bien que face à la grandes diversités du public, il faut effectivement définir un socle commun de compétences, mais réaliste, qui soit atteignable par tous et dépassé par tous ceux qui le pourront. L'école doit rester ambitieuse, mais doit se préoccuper des plus fragiles, des plus vulnérables, car ce sont eux, souvent les plus défavorisés qui doivent bénéficier de l'effort national. Posons-nous également la question de savoir quelles connaissances sont nécessaires à chacun, et mettons tout en œuvre pour atteindre cet objectif. Si nous l'atteignons, je suis sûr que beaucoup le dépasseront, car quand on a mis le doigt dans l'engrenage des apprentissages, on ne le retire pas facilement. Encore faut-il que l'école cesse d'être une source de stress et d'ennui. La peur de l'échec

si couplée avec la société libérale qui encense la réussite et stigmatise l'échec des enfants comme des parents, car n'oublions pas que si nous accablons l'école qui note et fait redoubler, nous faisons de même pour les chômeurs, les gagne-petits, les sans grade... Je suis politique, je sais, mais peut-on parler de l'école sans être politique et peut-on justifier que tout soit fait pour que la société se renouvelle à l'identique ? Alors, ayons l'audace de croire, comme en Finlande, qu'il faut adapter l'enseignement au niveau local et que des enseignants bien formés seront capables de faire avancer le plus loin possible chacun de leurs élèves sur le chemin de la connaissance pour en faire des adultes responsables et éclairés sans subir la pression d'une hiérarchie qui, de plus en plus, collecte des chiffres plutôt que de développer des contacts humains.

Il me faut aussi parler des structures spécialisées et du développement actuel de l'inclusion (CLIS, ULIS...). Le principe d'inclure au maximum un élève handicapé dans une classe d'enfants de son âge est peut-être louable, mais dans les conditions actuelles, c'est un leurre. C'est possible dans certains cas et dans certaines circonstances, mais dans d'autres, c'est mentir effrontément aux parents de leur faire croire que leur enfant suit une scolarité normale avec une aide ponctuelle d'un enseignant spécialisé. Un enfant handicapé scolarisé peut rencontrer un grand nombre d'adultes référents dans une semaine (son enseignant et l'AVS de la classe, l'enseignant de sa classe d'inclusion (ou les enseignants s'il y a temps partiel), l'orthophoniste, l'ergothérapeute, le ou la psychologue, l'éducateur ou l'éducatrice du SESSAD, le psychomotricien ou la psychomotricienne, le ou la kinésithérapeute, le, la ou les infirmiers du CAMS ou du CATTP, pourquoi pas un éducateur de la sauvegarde peut se greffer...). Évidemment, l'enfant est rarement accompagné par tous ces intervenants, mais fréquemment par plusieurs. Et cet enfant, qui est celui qui, à priori, a le plus de difficultés s'adapterait gentiment à tout ce petit monde sans aucun problème ? Soyons réalistes, et admettons que cet enfant a besoin de rituels, de sécurité, de reconnaissance plus que d'éclatement et voyons quel sont les résultats : L'a-t-on rendu plus heureux ? Lui a-t-on donné plus de connaissances ? L'a-t-on mieux intégré et mieux préparé à une vie en collectivité ? Vous avez une réponse institutionnelle et moi qui vis quotidiennement avec eux, j'en ai une autre, moi qui dialogue avec les familles, qui partage leur colère, leurs larmes parfois, leurs joies aussi et ce sont alors de purs moments de grâce. Mais pour cela, il me faut parfois restreindre les inclusions, agir en mon âme et conscience et juger de ce qui sera le plus positif en prenant en compte également les conditions de travail de mes collègues. L'inclusion, c'est un travail d'équipe, qui se prépare et se réalise en équipe, en prenant en compte la situation et l'intérêt de l'enfant inclus, de la classe et de l'enseignant incluant.

Enfin, si l'état voulait vraiment offrir à chaque enfant à ce qu'il a droit, il ne devrait pas manquer de structure. Un enfant relevant d'IME devrait avoir une place en IME, un enfant relevant de CLIS devrait avoir une place en CLIS, etc... Or, trop souvent, les listes d'attente sont longues, les structures ne sont pas assez nombreuses et tout cela donne l'impression que l'inclusion est avant tout un moyen de faire des économies pour l'état. *[Petit exemple dans mon quartier : Plus de 50 enfants ou adolescents en attente pour une prise en charge au SESSAD (ce qui veut dire plusieurs années d'attente), manque de place en ITEP ou en IME, manque de place en CLIS, et en libéral, attente d'un an pour avoir un rendez-vous chez une orthophoniste !]* Dès le moment où un enfant relève d'une structure adaptée, il doit avoir la possibilité de

l'intégrer, voilà ce qui n'est pas réalisé pour l'instant et qui pour moi est un scandale, même si je sais bien qu'une structure coûte cher, mais je reviendrai plus loin sur l'argent qui coule à flot par ailleurs. Ce que je constate donc, c'est qu'en ce moment, en France, des élèves ne bénéficient pas obligatoirement de la scolarisation correspondant à leur profil et se retrouvent parfois dans des classes ordinaires qui ne sont pas à même de répondre à leurs besoins. Ceci contribue à augmenter les difficultés de l'école à remplir sa mission mais aussi à déstabiliser les enseignants qui ont l'impression de ne plus savoir faire leur métier car ils n'arrivent pas à maîtriser certains élèves qui échappent à leur domaine de compétences. Ils dépensent alors une énergie énorme à une autre mission que celle qui est la leur.

Le soutien de la nation à ses enseignants : Il me paraît encore une fois indispensable de faire confiance aux enseignants comme ceux-ci doivent faire confiance à leurs élèves. On n'avance pas les uns contre les autres, mais on avance ensemble, plus forts de nos intelligences réunies. [*Une petite histoire encore : Pendant de longues années, lorsque les instituteurs étaient encore instituteurs, (catégorie B, exécutant) et travaillaient 27 heures par semaine en présence des élèves, ils ne comptaient jamais leurs heures de réunion institutionnelles ou les heures passées à dialoguer avec les parents ou à préparer des activités extraordinaires (sorties, rencontres avec un invité...). Depuis, ils sont devenus professeurs des écoles (catégorie A, responsable), on leur enlève 108 heures de présence des élèves remplacées par les rencontres institutionnelles et des heures de travail en commun (nécessaires) et de la formation, sans oublier une partie consacrée à des activités avec tout ou partie de sa classe, et bien sûr, ils comptent leurs heures. Qu'a-t-on gagné réellement ? Rien. On a semé le doute en voulant tout quantifier et tout contrôler. Où l'instituteur savait ce qu'il avait à faire, le prof des écoles est devenu comptable de son temps et de ses actions.*] Personnellement, je trouve que j'avais bien plus de liberté en étant exécutant qu'en devenant responsable, car alors, je sentais que mes supérieurs étaient derrière moi, qu'une certaine confiance m'était donnée. Il est vrai que c'était aussi avant qu'on augmente la charge de travail en demandant de plus en plus d'adaptation et de différenciation dans les classes, en surchargeant les programmes mais aussi de plus en plus d'écrits (PPRE, PPS, PAI...).

J'entends dire qu'il faut rétablir l'autorité des enseignants. Mais qui l'a sapée sinon la classe politique qui depuis des lustres s'attaque à l'école et sème le doute dans les esprits. [*J'ai souvenir d'un ministre de l'Éducation Nationale, louant le professionnalisme et la qualification des orthophonistes lors de l'ouverture de leur congrès annuel, ou encore d'un président de la République déclarant le curé supérieur à l'enseignant : mais pourquoi donc n'ont-ils pas fait ce qu'il fallait pour qu'on devienne meilleur ?*] Régulièrement, PISA fait son retour, régulièrement quelques faits divers défrayent la chronique (un enseignant ou un élève agressé, les résultats du bac, les profs toujours absents ou en grève, une occupation d'école ou une manifestation de parents devant l'Inspection Académique car on supprime une classe ou parce qu'un prof n'est pas remplacé, etc...), régulièrement l'école revient au centre des préoccupations parce qu'elle laisse un certain nombre de jeunes sur le bord du chemin ou sur la pente dangereuse d'engagements extrémistes, mais à chaque fois, ce n'est pas pour se réunir derrière notre école, mais pour la saper un peu plus, et parfois avec les meilleures intentions du monde. Pendant des décennies les enseignants n'ont pas fait

grève pour leur salaire mais pour ce qu'on appelle leurs conditions de travail : c'est à mourir de rire ! Les conditions de travail, de fait, profitent aux élèves plus qu'aux enseignants. Ceux-ci pourraient exercer dans de moins bonnes conditions encore : plus celles-ci se détérioreront, plus les profs s'éloigneront de leur métier, moins ils s'investiront et plus ils reviendront vers un travail à l'ancienne et s'adresseront à l'élève moyen, les autres, meilleurs ou moins bons étant contraints de s'adapter. Quand le métier devient trop difficile, il faut se protéger et laisser aller les exigences. C'est peut-être ce qui se passe déjà parfois. On a supprimé les devoirs à la maison pour la bonne raison qu'ils étaient discriminatoires, on hésite avant de donner une sanction et on affronte les avocats sur la légalité de celle-ci. Depuis un certain temps déjà, je suis surpris que nous n'ayons pas plus de problèmes dans les écoles, car honnêtement, nous n'avons quasiment aucun moyen de nous faire respecter.

L'autorité n'est pas si naturelle que ça et si les parents ne respectent plus l'école, leurs enfants n'ont aucune raison de respecter leurs enseignants. Je me plais à dire que l'école obligatoire est tellement ancrée dans notre réalité quotidienne que nous avons fini par oublier qu'ailleurs des gamins triment toute la journée, se prostituent ou vivent dans les décharges pendant que les nôtres font la tête parce qu'on leur met la contrainte de l'école et des apprentissages. On a oublié le fondement de l'enseignement obligatoire, qu'il était le résultat d'une lutte pour l'émancipation des peuples et le rêve de lendemains meilleurs. Madame la ministre, nul socialiste ne devrait jamais oublier cela et nul ne devrait se corrompre quand d'autres, ce jour, sont jugés pour vol car ils ont pris des denrées avariées dans les poubelles de supermarchés !

[J'ai souvenir d'une discussion avec mes élèves de 3ème SEGPA, il y deux ans, la veille du jour où ils devaient rendre leur feuille de vœux pour leur orientation post-collège. Une bonne partie d'entre eux, malgré les réunions de préparation et le travail régulier tout au long de l'année, n'arrivait pas à définir une liste de formation. Abasourdi, j'essayai de leur montrer l'importance de ce moment, de ce choix qui pouvait déterminer leur avenir sans l'engager encore totalement car des réorientations sont toujours possibles, mais aussi de leur présenter une fois de plus, les avantages que confèrent l'obtention d'un diplôme, au niveau de l'emploi et du salaire. Mais eux restaient là, l'œil vaguement intrigué par ce vieux prof qui brassait de l'air et s'excitait tout seul. Et tomba la sentence : « Mais m'sieur, de toute façon, on aura les aides ! ».] Ce que je veux dire par ce souvenir, c'est qu'il faut rendre ses lettres de noblesse au travail, qu'il faut surtout donner du travail à tous ! Qu'on ne me dise pas qu'il n'y a pas d'argent en France, je regarde le coût des campagnes électorales, j'entends les chiffres des gains des grandes vedettes du sport et du spectacle, j'entends parler de parachutes dorés et de jetons de présence, et tout citoyen connaît maintenant l'évasion fiscale vers des paradis fiscaux que régulièrement on nous promet d'éradiquer... On parle de retirer la nationalité ou bien de déclarer l'indignité nationale pour ceux qui partent rejoindre les forces terroristes et je me demande bien pourquoi on ne prend pas les mêmes mesures pour tous ceux, qui, à longueur de temps nous donnent des leçons de gouvernance et de moralité, mais qui placent leur capitaux à l'étranger et vont même y séjourner pour ne point payer leur dû à la France. Confisquons leurs biens et nous aurons alors de l'argent à investir dans notre beau pays, en direction des plus jeunes qui ont besoin d'espoir plus que de désespérance. Aidons-les à trouver cet espoir en eux plutôt qu'en un fanatisme incertain, aidons-les à rêver d'une vie simple et

heureuse plutôt qu'en des leures de gloires passagères (télé réalité) et de paradis artificiels (drogue). Tous ceux qui ont contourné la fiscalité en vigueur ont, de fait, volé chacun de leurs concitoyens, ont participé au développement de la misère, à la ghettoïsation de certains quartiers. Ils sont cause du manque de médecins, d'infirmiers, de juge, d'enseignants... Plus grave encore, leur irrespect de la loi légitime d'autres irrespects : si l'acteur ou le sportif que j'admire, si l' élu en qui j'ai mis ma confiance, si celui qui a les moyens d'aider sa nation ne le fait pas, pourquoi moi, dont les fins de mois sont difficiles n'essayerais-je pas aussi d'améliorer mon sort en ne respectant pas les règles ? Pourquoi ne ferais-je pas quelques travaux au noir, pourquoi n'exagérerais-je pas mes frais réels au moment de ma déclaration de revenus ? Pourquoi n'achèterais-je pas sur un site illégal ? Tout cela sachant que ma fraude est minime par rapport aux milliards de revenus non imposés des multinationales, par rapport à la ridicule amende demandée aux exilés fiscaux repentis, par rapport à mes riches compatriotes résidents à l'étranger pour être moins taxés, par rapport aux avantages que certains élus (pas tous évidemment) s'octroient indûment [emplois fictifs, régime des retraites inégalitaires : environ 1100 euros pour un député qui a siégé 5 ans au parlement, favoritisme dans l'embauche ou l'attribution de subvention...] Comment voulez-vous qu'un citoyen lambda ne finissent pas par céder aux chants des sirènes populistes ? L'exemple est la meilleure des leçons, surtout dans un monde où toutes les informations circulent de plus en plus vite.

Je vous remercie madame la ministre, pour l'attention que vous aurez peut-être prêtée à mes propos, trop simplistes peut-être au regard de la complexité de la situation internationale, mais je l'espère empreints d'une certaine expérience vécue sur le terrain. Cette lettre n'est que le témoignage d'un citoyen las du phénomène d'annonces démagogiques qui surgissent à chaque fait divers. Ce n'est pas d'une minute de silence dont l'école a besoin, mais d'une réforme en profondeur, réfléchie et approuvée sans réserve par l'ensemble des acteurs de la vie publique.

TUPI

A lire : l'article de monsieur Rémy Jost, (Inspecteur Général de l'Éducation Nationale), intitulé "A la découverte de l'école en Finlande" (lien : http://www.mlfmonde.org/IMG/pdf/47_77_ams62.pdf) ainsi que le document "Regards sur l'éducation 2014 – les indicateurs de l'OCDE" (lien : <http://www.oecd.org/fr/edu/Regards-sur-l%27education-2014.pdf>).